

Octroi des licences et réglementation des stations radiophoniques.—Selon la loi sur la radio et la loi sur la marine marchande du Canada, les stations radio qui utilisent une forme quelconque de transmission hertzienne, y compris la télévision et le radar, doivent avoir une licence du ministère des Transports, sauf exemption prévue par les règlements. L'octroi de licences, qui permet d'exercer un contrôle sur l'établissement de stations de radio comporte l'attribution de fréquences particulières à chaque station. Des fréquences sont assignées à de nombreux genres de services suivant un régime de partage sans interférence. Pour qu'une nouvelle station puisse obtenir une licence ou que des modifications puissent être apportées à une station déjà existante, des mémoires techniques portant sur le choix ou le changement de fréquence, la puissance et le modèle des antennes directrices doivent être approuvés par le ministère des Transports, et avis doit en être donné aux pays signataires de l'Accord régional sur la radiodiffusion en Amérique du Nord, en ce qui concerne les stations de radiodiffusion AM, et aux États-Unis en vertu de l'Accord Canada-États-Unis sur la télévision et de l'Accord Canada-États-Unis sur la radiodiffusion FM, à l'égard des stations de télévision et de radiodiffusion FM respectivement. L'établissement de normes pour le matériel, l'installation et le fonctionnement d'une station assure l'utilisation efficace du spectre radioélectrique. Un autre contrôle réside dans l'examen obligatoire du personnel et son accréditation.

De temps à autre, le ministère des Transports établit des normes visant l'évaluation technique du matériel radioélectrique à autoriser au Canada et la Direction des télécommunications et de l'électronique, en collaboration avec les représentants de l'industrie, publie les cahiers des charges et les procédures sur les normes radioélectriques. Avant qu'une licence puisse être autorisée, il faut que le matériel radioélectrique réponde aux exigences techniques du cahier des charges pertinent et doit avoir été accepté quant au modèle et à la technique. Des mémoires techniques sur l'approbation de modèle et sur l'acceptabilité technique peuvent être préparés et présentés par un ingénieur-conseil en communications ou des épreuves d'homologation, contre paiement d'une redevance, peuvent être faites au Laboratoire technique de la Division des règlements de la radio du ministère des Transports à Ottawa. Plus de 1,400 appareils radioélectriques ont été approuvés quant au modèle ou acceptés quant à la technique au cours de l'année close le 31 mars 1966.

Huit stations de contrôle, installées à des endroits appropriés à travers le Canada, vérifient l'état du spectre radioélectrique à l'aide d'instruments électroniques perfectionnés afin de s'assurer que les communications radiophoniques s'opèrent en conformité des méthodes réglementaires et afin de déterminer les causes de brouillage nuisible.

En vertu de la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et de la loi sur la marine marchande du Canada, la plupart des navires à passagers et des gros cargos doivent être munis d'appareils de radiotélégraphie ou de radiotéléphonie, destinés surtout à servir en cas de détresse. Chaque marque ou modèle d'appareil répondant aux exigences reçoit l'approbation voulue; en outre, l'ensemble du poste de bord est soumis à une inspection après la délivrance de la licence puis à intervalles réguliers. Tous les navires canadiens et étrangers sont également soumis à une inspection; on s'assure ainsi qu'ils répondent aux exigences de la Convention.

Des normes régissent l'installation des stations d'aéronef. Elles déterminent les techniques et les matières admissibles. Les stations d'aéronef de l'aviation civile de toutes classes sont inspectées périodiquement. Il est aussi fait, au besoin, des inspections en cours de vol des nouvelles routes aériennes projetées (océaniques et terrestres) en ce qui concerne les radiocommunications et la navigation.

Les normes de compétence des opérateurs maritimes et aéronautiques et les règlements connexes sont arrêtés par un Accord international. La Convention internationale des télécommunications détermine les aptitudes exigées des opérateurs de stations radiophoniques mobiles, et les règlements découlant de la loi sur la radio exigent l'examen et l'accréditation des opérateurs, tant professionnels qu'amateurs.